

Conférence de presse de Swissmem sur le thème Chine – Suisse du 13 juillet 2021 à Zurich

« La Suisse doit souligner sa neutralité et s'affirmer en tant que partenaire incontournable »

Exposé de Martin Hirzel, président de Swissmem

Mesdames et Messieurs,

Un grand merci pour votre intérêt à nos réflexions sur la Chine et à nos propositions pour la politique de la Suisse vis-à-vis de la Chine.

Depuis des décennies, la Suisse a un rapport particulier avec la Chine et fut souvent une pionnière – au niveau politique et économique : la Confédération a fait partie des premiers pays qui ont reconnu politiquement la République populaire de Chine en 1950, et nous sommes le seul pays européen disposant depuis 2014 avec la Chine d'un accord de libre-échange commercial.

Le même esprit de pionnier est valable pour l'économie suisse, et en particulier pour l'industrie. Schindler par exemple a créé en tant que première entreprise étrangère une joint-venture en Chine. Aujourd'hui, un grand nombre de nos entreprises MEM a une succursale en Chine recouvrant beaucoup d'activités, de la commercialisation à la production, la recherche et le développement en passant par le soutien en matière de service.

L'industrie suisse apporte ainsi une contribution importante au fait qu'une classe moyenne naisse en Chine et que des millions de personnes aient pu échapper à la pauvreté. Avec le commerce et l'échange d'idées et de collaborateurs augmentent aussi la compréhension et le respect réciproques. J'ai moi-même vécu et travaillé de nombreuses années en Chine. Je peux par conséquent le dire en connaissance de cause : la Chine et la Suisse se rencontrent fondamentalement d'égale à égale, même si nous avons des vues différentes sur la liberté de la société et la démocratie.

Ces bonnes relations de la Suisse avec la Chine durent depuis longtemps, indépendamment de nos différences. Elles sont importantes dans un monde qui sera apparemment de nouveau marqué par un conflit bipolaire, cette fois entre les USA et la Chine.

Le monde se trouve dans une spirale négative qui nous touche tous, précisément aussi la Suisse. La liste des entreprises chinoises se trouvant sur la liste des sanctions des USA s'allonge toujours. La Chine réagit de son côté avec une loi anti-sanctions qui soumet les sociétés respectant les mesures des USA à des sanctions pénales.

De nombreux experts et politiciens internationaux sont par conséquent préoccupés par l'évolution des cinq à dix dernières années. Nous le lisons chaque jour dans les journaux : c'est, d'un côté, la peur de l'Occident de perdre sa propre puissance et son importance, et de l'autre, l'ambition de la Chine, qui défend ses intérêts de façon de plus en plus agressive. On observe cependant des craintes semblables en Chine : ce sont la gigantesque montagne de la dette de 270% du produit intérieur brut, la diminution de la population active, les énormes différences sociales et régionales, et en face un Occident toujours plus hostile observant l'évolution avec méfiance.

Des déplacements tectoniques entre grandes puissances ont conduit la plupart du temps à des conflits ces derniers siècles. Cette évolution ne concerne pas seulement la Chine : d'une manière générale, l'esprit de l'ouverture économique et la solution des problèmes multilatéraux sont à l'époque actuelle sous pression. C'est une évolution dangereuse. Elle mène à des malentendus et à des spirales négatives. Ainsi, quelque justifiée que soit la critique à l'égard de la Chine, l'image du pays est souvent déformée.

C'est pourquoi il y a maintenant une étude commune du VDMA, l'association allemande des machines-outils, et de Swissmem, qui montre les réformes économiques et les nouvelles ouvertures de la Chine sans pour autant passer sous silence les défis pour nos entreprises.

Nous nous trouvons toujours plus dans une jungle juridique de lois se contredisant et ayant des effets extraterritoriaux dans lesquelles nos entreprises ne peuvent plus se comporter de la même manière dans toutes les directions conformément à la loi. Là où les USA ou la Chine frappent est souvent incertain et imprévisible. Cette insécurité juridique est dangereuse et dommageable car soit elle a un effet de frein aux investissements, soit elle favorise des investissements faits selon des critères politiques et non économiques. Et il est clair que le marteau des grandes puissances frappe arbitrairement et épargne leurs propres entreprises.

Les petites économies ouvertes en sont particulièrement touchées. Elles se sont bien portées ces 70 dernières années grâce au multilatéralisme, au libre-échange et à des relations internationales marquées par le droit international public. L'Irlande, les Pays-Bas, le Danemark, la Suisse, ou même Singapour – ces pays font aujourd'hui partie des États ayant le plus de succès – à tous les niveaux. Mais ils pourraient faire partie des plus grands perdants d'une ère de protectionnisme et de nationalisme.

Mais ces pays comme la Suisse ont aussi un droit et un devoir de défendre leurs intérêts. Pour la Suisse, qui certes défend des valeurs occidentales, c'est plus difficile puisqu'elle ne fait partie d'aucun bloc. Il n'y a là qu'une voie constituée de trois piliers :

- Le caractère incontournable de la Suisse en tant que partenaire économique et diplomatique
- Le caractère incontournable de nos entreprises, investisseurs et fournisseurs de solutions pour les défis de notre époque
- La neutralité en matière de sécurité politique et de politique extérieure de la Suisse avec la renonciation à la reprise de la politique de sanctions en dehors de l'ONU, donc soit des USA et de la Chine, ou de l'UE.

Premièrement : pour l'importance du caractère incontournable des entreprises, la pandémie est un exemple parfait. En quelques semaines, l'UE a compris que beaucoup de nos entreprises industrielles sont indispensables pour garantir la santé et les biens en Europe. Après deux à trois semaines et deux à trois conteneurs de masques non livrés en Suisse, l'UE a considéré la Suisse pour la pandémie comme partie intégrante du marché intérieur.

Il est par exemple impossible de se passer des membres de Swissmem pour la fabrication d'appareils respiratoires. Il faut pour cela des moteurs électriques et des senseurs. Pour le remplissage de matériel pour les vaccins, il faut des machines automatisées, alors que la fabrication d'aiguilles pour vacciner demande des machines-outils et des composants élastomères. Mais la technologie suisse est aussi essentielle pour la protection du climat. Si la Chine veut atteindre son but de neutralité climatique jusqu'en

2060, elle a besoin de nos solutions MEM pour la production d'énergie sans CO₂ et de produits suisses pour emmagasiner l'énergie.

Deuxièmement : le caractère incontournable des entreprises suisses est le meilleur atout de politique de sécurité et extérieure de la Suisse – et non la réputation d'autosuffisance et la tentative dommageable de la politique de défaire les chaînes de livraison pour les réaménager de façon autarcique. La politique doit bien davantage soutenir les pépites industrielles avec de bonnes conditions-cadres et veiller à ce que de nouvelles pépites naissent ou viennent en Suisse.

Troisièmement, il faut de nouveau souligner et protéger davantage la neutralité de la politique économique extérieure. La Suisse ne doit pas se laisser entraîner dans le conflit entre grandes puissances, mais rester indépendante et neutre. Les bons services renommés de la Suisse ont été copiés par de nombreux autres États. Il faut ici un engagement actif pour que notre pays devienne incontournable au niveau international.

D'une manière générale, seules les sanctions du conseil de sécurité de l'ONU doivent être reprises. En ce qui concerne les sanctions d'autres États, la Suisse garantit qu'elle n'est pas utilisée abusivement comme moyen de détournement. Historiquement, les sanctions ont toujours renforcé les régimes autoritaires. Si la Suisse exclut des citoyens chinois du commerce et des échanges intellectuels, ces derniers sont encore plus coupés des idées et des informations de l'Ouest.

C'est pourquoi nous rejetons aussi les nombreuses interventions contre la Chine déposées au parlement par la gauche. Elles sont plus nuisibles qu'utiles. Elles ne sont qu'un lynchage unilatéral de la Chine et mettent en danger l'indispensabilité unique de la Suisse au sens diplomatique et économique que j'ai décrite. Nous saluons en revanche la direction de principe prise par le Conseil fédéral et sa stratégie vis-à-vis de la Chine.

Nous devons être critiques sur la situation des droits de l'homme en Chine. Mais cela par le canal de la plateforme prévue à cet effet par l'ONU et par la voie du dialogue bilatéral. Une critique de donneurs de leçons en public passe mal, non seulement en Suisse, mais aussi dans chaque autre pays du monde. C'est dans ce sens que nous exigeons la rapide reprise du dialogue sur les droits de l'homme entre la Chine et la Suisse, mais en coulisses. Nous devrions de même renoncer à des boycotts, car ceux-ci nuisent avant tout à la population locale. L'alternative exemplaire de liberté, société ouverte, politique responsable et libérale est la meilleure arme contre un système totalitaire.

La Suisse devrait de plus s'engager pour une réforme et un renforcement des organisations internationales, comme justement l'OMC, afin que le multilatéralisme, le droit international public et le libre-échange y gagnent.

En résumé, nous sommes persuadés qu'une telle politique vis-à-vis de la Chine et du monde est dans l'intérêt de la Suisse et du monde. Une telle stratégie est aussi dans l'intérêt de la paix et de la stabilité : une spirale négative alimentée par le protectionnisme, le populisme et le nationalisme ne mènera qu'à des conflits. La Suisse peut contribuer à empêcher une telle spirale.

J'ai maintenant le plaisir de passer la parole à Markus Herrmann. Il est le co-auteur d'une étude demandée par le VDMA et Swissmem à Sinolytics. Elle analyse les conditions-cadres de politique économique

actuelles et à attendre à l'avenir en Chine et montre ses effets sur le marché suisse et allemand de la construction de machines.

Un grand merci pour votre attention.

Pour tout renseignement :

Swissmem Communication
Pfingstweidstrasse 102, CH-8037 Zurich
Tél. 044 384 41 11 / E-mail: presse@swissmem.ch